

BRÈVE

GÉNÉRALE

ÉDITO

CAMARADES, BIENVENUE !

Installez-vous confortablement, attachez votre ceinture, prenez la main du camarade à votre gauche, vous êtes prêt.e.s à décoller pour le monde merveilleux de la grève générale. Ce bout de papier que vous tenez dans votre main va devenir, nous l'espérons, votre confident, votre porte-voix et votre outil. Ici, nous écrirons les brèves générales de la grève générale - à venir.

Nous y retranscrivons ses débats, y décrivons ses individus, y raconterons ses piquets de grèves, y retracerons ses temps forts et y dépendrons ses AG. Nous avons une très grande ambition pour ce journal : créer un outil permettant de nous cimenter afin d'étendre la grève, à l'infini et au-delà. Tout cela, sans aucune pression bien sûre.

Nous pensons cette feuille de chou comme un outil par et pour notre lutte. Chacun et chacune des personnes mobilisées peuvent l'utiliser, le distribuer et le copier.

Pas de copyright dans cette rédaction. Tout le monde peut y contribuer par un article, par un dessin ou par une proposition de thématique, mais aussi le critiquer dans les AG de lutte (voir plus bas).

Nous n'avons pas encore de régularité. Nous construirons chacune édition les unes après les autres, au gré de la grève et de ses besoins. Néanmoins, nous savons déjà ce que vous allez pouvoir y trouver : un programme des actions des jours suivants, des articles présentant certaines luttes ou formes de lutte, des descriptions de grévistes, des articles de fond sur les débats actuels et, nous l'espérons, beaucoup d'espoir, parce que nous : on y croit !

Grève générale jusqu'à la retraite !

POUR SUIVRE L'AGENDA...

Un agenda avec les différents rendez-vous est régulièrement publié sur la page facebook "AG des luttes - Gironde", et est également consultable à l'entrée de la fac occupée. Les assemblées générales de lutte se tiennent après chaque manifestation, à 17H30, amphi Louise Michel.



DES NOUVELLES DE L'OCCUPATION DE LA VICTOIRE

L'occupation de la faculté de la Victoire a été décidée et appliquée dès le **4 décembre**, dans la foulée du mouvement étudiant contre la précarité mais avant tout pour dégager un lieu central dans la ville pour que les grévistes, les gilets jaunes, étudiant-e-s, et précaires puissent se l'approprier et y organiser par eux et elles mêmes le combat social en cours. C'est aussi **un lieu symbolique** car lieu de production du savoir et de la transmission de connaissances.

Il s'y organise de nombreuses assemblées générales "inter-luttes" : notamment le mercredi 4 décembre dernier pour programmer la grève. Il y est alors voté le début du blocage pour éviter la fermeture administrative du site. La grève et le mouvement collectif du jeudi 5 donnent lieu à un meeting d'après manifestation réunissant près de **800 personnes** dans la cour d'honneur de l'établissement : étudiant-e-s, cheminot-e-s, postier-e-s, soignant-e-s, enseignant-e-s, CGT, Gilets Jaunes... La nécessité d'une **grève reconductible dans tous les secteurs** a été rappelée.

En suivant, le mardi 10 décembre (jour de grève également), la volonté de la part des occupant-e-s d'établir un dialogue avec l'administration de l'université débouche sur une négociation entre celle-ci et les mandaté-e-s de l'occupation. Il en ressort l'impossibilité d'un accord, le vice-président en charge des affaires institutionnelles de l'université de Bordeaux, Antoine de Daruvar,

est enclin à la négociation dès la levée de l'occupation, cependant elle est un lieu **stratégique** de la lutte.

Cette négociation traite également de la question des **partiels** : entre report et maintien. Il a alors été proposé par l'administration de réouvrir administrativement l'ensemble de la faculté en laissant à disposition des militant-e-s un amphithéâtre et quelques salles de TD, mais ceci seulement durant les heures habituelles d'ouverture (c'est-à-dire jusqu'à 19h30 et surtout seulement durant la semaine).

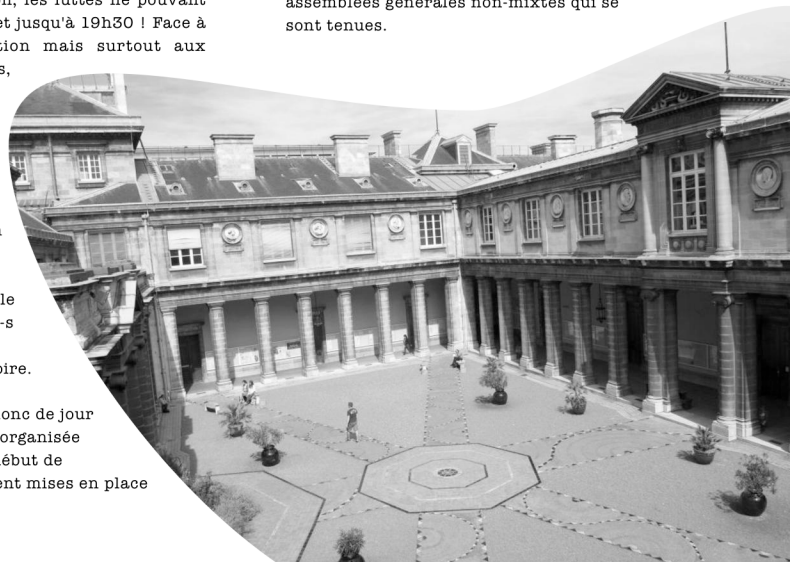
Durant l'assemblée générale du jeudi 12 a été voté le refus de cette proposition, les luttes ne pouvant se dérouler qu'en semaine et jusqu'à 19h30 ! Face à la poursuite de l'occupation mais surtout aux inquiétudes des étudiant-e-s, l'administration confirme tardivement (dimanche 15 décembre au soir, veille des examens), le report des partiels. Il est important de souligner la communication floue et incohérente de la direction qui a rendu la semaine de révisions difficile pour tous-tes les étudiant-e-s du Collège des Sciences de l'Homme qui siège à la Victoire.

L'occupation se maintient donc de jour et de nuit, de façon la plus organisée possible. Des réunions en début de soirée sont systématiquement mises en place

pour garantir la sécurité de tous-tes et la pérennité de l'occupation.

Plus qu'un quartier général, le site est devenu **lieu d'échange politiquement marqué** : assemblées générales, débats, discussions. Il devient aussi un **lieu de vie militante** : concert, bibliothèque, friperie solidaire, spectacle, projection de films, révisions étudiantes, système de restauration auto-géré, caisse de l'occupation.

Cette occupation constitue un lieu de convergence, mais ouvre aussi des possibilités d'auto-organisation des opprimé-e-s au sein du mouvement, notamment des femmes à travers les assemblées générales non-mixtes qui se sont tenues.



“ ÂGE PIVOT ” ET NÉGOCIATIONS : NE TOMBONS PAS DANS LE PIÈGE !

Depuis le début du mouvement de grève contre la réforme des retraites, le gouvernement ne cesse de dire que nous n'y comprenons rien, en laissant volontairement un flou. Le mercredi 11 décembre, Edouard Philippe s'est exprimé pour la première fois sur le sujet. Le gouvernement a maintenu le cœur de sa réforme, tout en avançant des pseudo "garanties" pour tenter de calmer la colère :

Le système par point est maintenu mais ne s'appliquerait qu'aux générations nées après 1975. Ce que le gouvernement ne dit pas, c'est que **même les générations nées avant 1975 seront touchées**, parce que le montant total versé aux pensions de retraites est limité à 14% du PIB. Alors que la part des plus de 65 ans dans la population augmente, il n'est pas difficile de comprendre le montant des pensions va baisser : lorsqu'un nombre de personnes toujours plus nombreuses se partagent un même gâteau, la taille des parts se réduit. La valeur du point est aussi discutée : elle augmenterait en fonction de l'évolution des salaires mais elle pourrait également diminuer si l'on n'atteint pas l'âge d'équilibre, âge qui risque d'augmenter avec l'espérance de vie. Cette réforme concerne donc tout le monde. Comble de l'hypocrisie, Edouard Philippe a fait un effet de main tendue en annonçant mercredi que l'instauration d'une retraite "plancher" de 1000 euros pour tout le monde dès 2022 serait nécessaire avec la baisse des pensions. Attention, note de bas de page : uniquement pour les carrières complètes !

Mais venons-en au cœur de l'arnaque : le gouvernement a annoncé maintenir un âge minimal du taux plein (le fameux "âge pivot", à 64 ans dès 2027). **Personne ne pourra avoir une retraite à taux plein avant 64 ans**. Cela permet au gouvernement d'inciter les salarié-e-s à travailler plus longtemps sans même reculer l'âge légal de départ à la retraite ! C'est ce maintien de l'âge pivot qui a fait rentrer la CFDT dans la bataille. Mais il ne faut pas se leurrer : même si le gouvernement recule sur ce point, nous resterons doublement perdant-e-s car le système par points entraînera de fait des pensions moins élevées ET un départ plus tardif à la retraite.

Ne nous laissons pas piéger : nous devons éviter de concentrer les débats sur la question de l'âge pivot car il faudra continuer à se battre même si le gouvernement reculait sur ce point précis. L'âge pivot n'est pas un "totem" comme a dit Blanquer, mais ce qu'il faut retirer justement, c'est le vrai totem, **le système par points** !

Enfin, le gouvernement essaie d'isoler les secteurs les plus combatifs (actuellement les transports et l'éducation) en faisant passer leurs grèves pour corporatistes et privilégiées. Ainsi, ils ont timidement annoncé qu'il y aurait un arrangement pour les professeurs-ses sans en donner la teneur réelle. Là encore, ne nous laissons pas piéger : il nous faut obtenir le retrait total de la réforme ! Cela passera par la généralisation de la grève reconductible dans tous les secteurs qui permettrait de **paralyser réellement l'ensemble de l'économie**.



INTERVIEW : GILETS JAUNES ET SYNDICALISTES ENSEMBLE SUR LES BLOCAGES !

Mathieu, 36 ans, habite au Bouscat et est gilet jaune depuis le 19 novembre 2018. Il intervient souvent dans les assemblées générales de lutte de la Victoire et participe à des actions de blocage en lien avec des syndicalistes de terrain. Il défend une certaine idée de la convergence qu'il nous livre ici dans cette interview.

Bonjour Mathieu, est-ce que tu peux te présenter et nous raconter ton parcours ?

J'ai 36 ans, j'habite au Bouscat et je suis gilet jaune depuis le 19 novembre 2018. J'ai commencé le mouvement des gilets jaunes sur un rond-point à Agen, ça a duré 6 semaines, et ensuite les gens ont commencé à ne plus revenir car on était en plein hiver et il faisait très froid. Ensuite je suis rentré sur Bordeaux et j'ai commencé à manifester vers l'acte 6 ou 7.

Et maintenant tu participes donc au mouvement contre la réforme des retraites, est-ce que tu peux nous raconter le blocage du dépôt de tram auquel tu as participé vendredi matin ?

On avait rendez-vous à 3H50 au dépôt de tramway, c'était organisé par un syndicat, et on était une bonne centaine de personnes, et puis on a allumé un feu de palette autour duquel on a pu échanger avec les différents corps de métiers, avec les syndicats, les gilets jaunes, les étudiants, et on s'est échangés des numéros de téléphone pour la convergence dans les jours à venir. Vu les dernières annonces du gouvernement je pense que ça ne va pas s'arrêter, donc on est partis pour quelques jours de grève générale continue. L'action était sympathique mais le temps, donc on a levé le camp autour de 6H. Ça a permis de faire quelque chose de symbolique puisque TBM ne se met pas en grève comme le font les salariés de la RATP à Paris. Donc on est désolé pour tous les bordelais et bordelaises qui voulaient prendre le Tramway ce matin mais dans tous les cas vu le temps le tram ne fonctionnait pas ce matin.

Vous y avez rencontré des cheminot-e-s par exemple ?

Il y avait des cheminot-e-s et transporteurs-ses mais pas que, parce qu'on est dans une grève générale, alors ceux qui répondent aux appels de blocage forment un groupe d'individus de divers horizons qui veulent faire quelque chose pour annuler cette réforme des retraites, ni plus ni moins, là on parle pas simplement du maintien des régimes spéciaux mais le retrait de la retraite à points. Là il y avait des cheminot-e-s, des étudiant-e-s, des gilets jaunes, une infirmière, des instituteurs et institutrices. C'est l'objectif d'une grève générale d'avoir une convergence.

Hier tu disais en AG à l'occupation de la fac de la Victoire qu'il ne fallait pas se « tromper d'ennemi » à propos des syndicats, qu'est-ce que tu voulais dire par là ?

Quand je dis ça, c'est parce qu'il faut savoir qu'il y a les syndicats et les syndiqués, la base syndicale, avec des syndicalistes qui ne sont pas tout à fait d'accord avec leur hiérarchie. Eux ne se contenteront pas du retrait de la réforme, mais qui pense comme les gilets jaunes qu'il y a tout un système à revoir, que ce soit la précarité que ce soit les salaires... Si on augmente les salaires, ça va forcément faire augmenter les caisses de retraites par exemple. Et si les femmes étaient payées à la même hauteur que les hommes, ça serait un apport de 6 milliards d'euros pour les caisses de retraites ! Des solutions, il y en a, il suffit juste de les appliquer. Donc moi quand je vais sur les blocages, je ne regarde pas la couleur du maillot : il faut savoir qu'il y a beaucoup de syndiqué-e-s de différentes professions sur place, donc si on en vient à dire comme certaine que « oui, les syndicats ils ne font que marcher, c'est des moutons, ceci cela », il faut savoir que c'est pas toujours le cas ! Et dans les manifs il y en a qui sont aussi devant avec nous ! Donc si on en vient à les rejeter, eux vont nous rejeter et il n'y aura pas de convergence, or c'est justement ce que le gouvernement souhaite ! J'ai vu ce matin sur une chaîne d'info une syndiquée qui en a pris des vertes et des pas mûres de tous les gens qui étaient sur le plateau. Donc ça tourne un peu comme avec les gilets jaunes il y a un an, où on nous explique qu'on « empêche les gens de travailler » etc. pour décrédibiliser le mouvement de la grève générale. Ils sont confrontés à la même stigmatisation que les gilets jaunes, avec ici une opposition entre les grévistes et les usagers dans le discours médiatique. Moi je dis souvent : ce n'est pas parce qu'il y a des grévistes qu'il y a des problèmes, mais c'est parce qu'il y a des problèmes qu'il y a des grévistes ! Et pareil, ce n'est pas parce qu'il y a des gilets jaunes qu'il y a des problèmes, mais parce qu'il y a des problèmes qu'il y a des gilets jaunes. Donc si le gouvernement arrêtait de mépriser les gens, peut-être que ça se passerait mieux, et aussi : il y a de l'argent à aller chercher. Je crois par exemple qu'il y a 3 milliards avec la suppression de l'ISF qui ne « ruissellent » pas. Ça devait soi-disant « ruisseler » dans l'économie française en faisant revenir des riches, or là c'est archi-prouvé que ça n'a pas ruisselé après un an, c'est un pur cadeau fiscal. Il y a de l'argent donc on va aller le chercher tout simplement. Et les 3 milliards on pourrait par exemple le reprendre pour financer les caisses de retraite, je dis ça je ne dis rien... Donc au niveau des smicards, je pense qu'il faut converger, il y a des gens qui se battent tous les jours côte à côte et arrêter de dire « moi je suis jaune », « moi je suis rouge ». Moi je pense qu'en fait on se bat tous pour le même gâteau.

CONTACT

brevgenerale@gmail.com

FB : Brève Générale